

Cahier des clauses administratives particulières

Consultation lancée pour la passation d'un marché référencée **0410001D/ B-10/19**, en application des articles 27, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Personne publique contractante:

Dénomination : Lycée Augustin Thierry

Adresse : 13 avenue de Châteaudun - 41018 BLOIS CEDEX

Téléphone : 02 54 56 29 00 **Télécopie :** 02 54 56 29 09

Objet du marché : épicerie

Personne morale détenant le pouvoir adjudicateur : le lycée Augustin Thierry

Personne habilitée à signer les marchés publics : M. le proviseur

Comptable assignataire des paiements : agent comptable lycée Augustin Thierry

Le présent CCAP comporte 11 articles numérotés de 1 à 11 et 3 pages numérotées de 1 à 3.

ARTICLE 1 : OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché à bons de commande passé en procédure adaptée qui a pour objet la fourniture de produits d'épicerie pour le lycée Augustin Thierry à Blois pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020.

Les quantités commandées sont comprises entre un minimum et un maximum figurant en annexe des C.C.T.P.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels régissant le présent marché sont par ordre de priorité décroissant :

- le contrat de marché public et les tableaux des offres de prix
- les bons de commande
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G./F.C.S) approuvé par le décret n°77-699 du 27 mai 1977 modifié.

Le C.C.A.P. et le C.C.T.P. sont établis en un seul exemplaire original, conservés par le Lycée Augustin Thierry ; en cas de litige, ils font seuls foi.

Tous les documents transmis sont rédigés en langue française.

Les tableaux de proposition de prix joints aux annexes des C.C.T.P. sont obligatoirement remplis.

ARTICLE 3. : CONDITIONS D'EXÉCUTION - LIVRAISON

Les dates de livraison sont fixées par le bon de commande. Les commandes sont passées au moins trois jours avant la date de livraison par télécopie. **Le fournisseur s'engage à livrer au moins une fois par semaine.**

Les jours et horaires de livraison sont les suivants : du lundi au vendredi de 6h00 à 10h00

L'adresse de livraison est la suivante :

Entrée fournisseurs du lycée A. Thierry
.18 rue Honoré de Balzac à Blois

Chaque livraison doit être systématiquement accompagnée d'un bon de livraison (et non une facture) qui sera remis au magasinier.

Les emballages utilisés sont conformes aux dispositions des articles R112-1 à R112-33 du code de la consommation.

Le transport s'effectue dans les conditions fixées par l'arrêté du 20 juillet 1998 modifié.

L'entreposage respecte la réglementation prévue par l'arrêté du 6 juillet 1998.

Le fournisseur garantit que les produits livrés sont conformes à la commande, éventuellement aux échantillons remis lors de la passation du marché ainsi qu'aux règlements en vigueur dans l'union européenne.

Dans la mesure du possible, la quantité livrée d'une même catégorie de produit devra avoir une seule et même date limite de conservation.

Les DLC et DLUO doivent être éloignées de la date de livraison d'au moins 2 mois pour les DLC et 6 mois pour les DLUO.

A la demande, l'entreprise retenue devra être en mesure de produire la fiche technique de chacun des produits fournis à la consultation.

Le fournisseur devra proposer des produits sans OGM.

Les produits commandés voyagent aux frais, risques et périls du fournisseur. Le transfert de propriété a lieu à notre magasin dès réception de la marchandise. Après la phase de contrôle quantitatif et qualitatif, la réception est validée obligatoirement et uniquement par la signature apposée sur le bon de livraison par l'agent responsable du magasin.

Le titulaire du marché s'engage à prévenir le lycée des différents retards, ruptures et autres incidents pouvant perturber l'approvisionnement en appelant le numéro **02 54 56 29 05** ou en envoyant une télécopie au numéro **02 54 56 29 09**.

Les irrégularités de livraison font l'objet d'une fiche de non-conformité. Tout produit défectueux est remplacé dans les conditions fixées par le CCTP.

Afin de répondre à des besoins spécifiques ou ponctuels, d'autres produits pourront être commandés par le lycée pendant la durée de validité du marché. Ils seront choisis dans le catalogue du fournisseur. **Le titulaire du marché devra indiquer le pourcentage de remise catalogue pour ces produits.**

ARTICLE 4 : RÉSILIATION DU CONTRAT

Le lycée Augustin Thierry se réserve le droit de résilier ou de suspendre le présent marché sans droit à indemnités pour le titulaire dans les cas suivants :

- non respect de la conformité des produits livrés aux normes sanitaires
- non-conformité des produits livrés par rapport aux produits proposés lors de la passation du marché
- impossibilité pour le titulaire du marché de procéder à la livraison des produits commandés
- impossibilité pour le lycée de donner suites au marché en cours pour des raisons de force majeure
- mesures sanitaires mises en place par les autorités responsables
- augmentation des prix retenus lors de la passation du marché lorsque ceux-ci étaient réputés fermes pendant la durée du marché

Cette résiliation ou suspension est effective à la date indiquée par le lycée par courrier recommandé.

La demande de résiliation de la part du titulaire doit être effectuée en application de l'article 27 du CCAG.

ARTICLE 5 : PÉNALITÉS DE RETARD

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire du marché, celui ci encourt par jour de retard des pénalités calculées au moyen de la formule :

PÉNALITÉ = (VALEUR COMMANDE * NOMBRE DE JOURS DE RETARD)/100

ARTICLE 6 : DÉTERMINATION DES PRIX

Les prix H.T. sont fermes, non révisables pour la durée du marché selon les dispositions de l'article 18 - alinéa II du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

En tout état de cause, les prix H.T. sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement ces fournitures ainsi que tous frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport de marchandises jusqu'au lieu indiqué de livraison.

ARTICLE 7 : TRANSMISSION ET PRÉSENTATION DES FACTURES

Les factures devront être transmises sous forme dématérialisée, exclusivement par le portail Chorus Pro de la Direction Générale des Finances Publiques à l'attention du lycée Augustin Thierry - SIRET : 194 100 012 00013 - code service SR. Outre les mentions légales, les factures doivent porter les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire (IBAN/BIC) ;
- le numéro de marché (0410001D B-10/19) et la date du marché ;
- la prestation détaillée et la date de la livraison ;
- le montant hors TVA ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC ;

ARTICLE 8 : PAIEMENTS

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture dans la mesure où la marchandise a été livrée conformément à la commande.

Pour la période de juillet/août, l'établissement est fermé sur plusieurs semaines. Une facture envoyée pendant cette période ne fera courir le délai global de paiement qu'à compter de la réouverture de l'établissement. Le paiement s'effectue sur un compte bancaire domicilié en France.

Le défaut de paiement dans ce délai global fait courir de plein droit et sans autres formalités au bénéfice du titulaire du marché des intérêts moratoires, calculés dans les conditions prévues à par la réglementation en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est égal à celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé de courir augmenté de deux points.

ARTICLE 9 : AVANCES ET RETENUES

Il ne sera versé aucune avance au titre du présent marché.

Il ne sera procédé à aucune retenue de garantie.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

Les spécifications des articles 33, 34 et 35 du CCAG s'appliquent. En outre, tout contentieux juridictionnel survenant au cours de l'exécution du présent marché sera du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 11 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Dérogations à l'article 11 du CCAG par l'article 5 du CCAP.

Fait à BLOIS le 20/9/2019
 Le Proviseur
 Michel CHESNE



